

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Young, Robert J., *In Command of France : French Foreign Policy and Military Planning, 1933-1940*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1978, xii + 346 p.

par Barrie M. Rathcliffe

Études internationales, vol. 10, n° 2, 1979, p. 416-417.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700951ar>

DOI: 10.7202/700951ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

s'agit d'une contribution positive au sujet en titre, utile pour tous ceux qui se préoccupent des relations Est-Ouest et de la coopération européenne.

Paul PILISI

*Département de science politique,
Université Laval*

YOUNG, Robert J., *In Command of France: French Foreign Policy and Military Planning, 1933-1940*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1978, xii + 346p.

Dans les trente dernières années la science historique a traversé ce qu'il ne serait pas exagéré d'appeler une révolution historiographique. Celle-ci est caractérisée par un plus grand alignement de l'histoire sur les sciences sociales, par une plus grande référence à la méthode quantitative, par un plus grand emploi de l'analyse comparative, par une plus grande acceptation de l'histoire marxiste. Ce livre n'a pas été touché par cette révolution. Basé sur des archives diplomatiques britanniques et françaises, il adopte une approche événementielle résolument étroite.

L'étude — une version remaniée de la thèse de doctorat de l'auteur soutenue à l'université de Londres en 1969 — est néanmoins ambitieuse. Elle ne cherche rien de moins que la réhabilitation des tentatives diplomatiques françaises pour éviter la guerre avec l'Allemagne, également la stratégie militaire entre 1933 et 1939. Pareille entreprise ne peut se qualifier d'ambitieuse quand on sait que la guerre ne fut pas évitée et que la France fut vaincue après une brève campagne qui ne dura que six semaines. Le professeur Young souhaite détruire le « mythe » de la chute de la France : que les Français n'ont pas réussi à protéger la Rhénanie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie en temps de paix, la Pologne, la Belgique et le Luxembourg en temps de

guerre ; que 1940 représenta un échec culturel, psychologique et politique de la part de la III^e République, de ses politiciens et de ses généraux. Le mythe de la soi-disant léthargie, du défaitisme et de l'incompétence, prétend l'auteur, fut propagé à la fois par le régime de Vichy, le mouvement de la France libre et a été repris par des écrivains contemporains et des historiens par la suite. Il soutient que le récent accès aux archives françaises et une libération des préjugés permettent une réévaluation.

L'auteur présente sa thèse chronologiquement, traitant la diplomatie et la stratégie militaire sous divers gouvernements et face à des crises successives à partir de 1933. Contre ce qu'il appelle la version orthodoxe, il soutient que des civils compétents et des dirigeants militaires furent à la tête de la France à cette époque, de sorte que leur stratégie fut basée sur une perception juste et comparable de la force — économique, démographique et militaire — de la France et de l'Allemagne. En effet, dans les années 1930 la rivalité entre les deux puissances devint manifestement inégale car la France fut irrémédiablement inférieure en termes de main-d'œuvre et de capacité industrielle. Par conséquent, la stratégie militaire reposait sur le fait que la France avait une longue frontière à défendre, et que si le Nord-Ouest était perdu, la guerre l'était aussi, que la stratégie à adopter devait être défensive dans une première phase suivie d'une guerre d'usure. Le professeur Young nie que la ligne Maginot fut construite par esprit de défaitisme, qu'elle engendra un faux sentiment de sécurité, qu'elle représenta un refus de considérer le principe d'une guerre mécanisée et mobile. La politique étrangère visait la signature d'alliances antiallemandes mais l'alliance convoitée était celle avec l'Angleterre. En vérité, la diplomatie réussit à obtenir ce que les stratèges jugeaient comme le seul prérequis essentiel à la guerre : une alliance avec les Britanniques. D'ailleurs, en septembre 1939, les dirigeants anglo-français ont développé

une stratégie de guerre fondée sur les ressources économiques et navales supérieures des deux empires. Une stratégie par laquelle les attaques allemandes devaient être repoussées, l'Allemagne devait être isolée, coupée des ressources vitales, ainsi affaiblie et ensuite écrasée par une offensive totale des alliés. En termes de matériel de guerre, il est évident qu'en 1939 la France ne fut pas quantitativement et qualitativement inférieure à l'Allemagne, sauf peut-être dans le domaine de l'aviation. Et si les Français n'ont pas suffisamment prévu la guerre éclair qui donna la victoire à l'Allemagne, de même en est-il pour les autres y compris les Britanniques et les Russes.

Plusieurs critiques pourraient être faites de cette analyse. En ce qui concerne la méthode, l'argumentation est affaiblie par l'absence de toute tentative de comprendre la diplomatie française dans le contexte de conflits amers au sein du cabinet, du parlement et du pays ; aucune discussion des groupes de pression ou de la presse. Le raisonnement n'est pas aidé non plus par des esquisses rapides des dirigeants français où l'aphorisme spirituel prend souvent le dessus sur le jugement académique. Quant aux sources, bien que l'auteur ne l'admette pas, il existe d'importantes lacunes au niveau des archives : rapports du service de renseignements, procès-verbaux des réunions gouvernementales, documents diplomatiques. Ceci explique pourquoi, malgré

ses doutes face à la crédibilité des opinions exprimées par les diplomates britanniques, l'auteur se sert très souvent des sources britanniques. Historiographiquement, la thèse du professeur Young n'est pas aussi neuve qu'il aurait voulu nous faire croire. L'accessibilité grandissante des archives publiques et privées à la fin des années 1960 conduisit à la nécessité d'une nouvelle interprétation de la politique étrangère aux années 1930. Comme résultat, l'apaisement britannique et français est perçu comme une politique de peur et de lâcheté mais interprété comme une recherche réaliste de détente basée sur une aversion de la guerre, la conviction que l'Allemagne avait de réels griefs et que la Grande-Bretagne et la France étaient économiquement et militairement faibles.

Cette étude rend un précieux service en faisant pour la France ce que de récentes réinterprétations des causes de la Seconde Guerre mondiale ont fait pour d'autres pays. Il est malheureux que l'étude du professeur Young ait déjà été devancée : Anthony Adamthwaite publia un ouvrage plus complet, *France and the Coming of the Second World War, 1936-39*, en 1977, et arriva à des conclusions semblables.

Bartie M. RATHCLIFFE

*Département d'histoire,
Université Laval*